

LA CRISE POLITICO-INSTITUTIONNELLE EN THAÏLANDE : LE RETOUR À LA DÉMOCRATIE EST-IL POSSIBLE ?

Petit-déjeuner débat sous la présidence d'honneur de M. Bernard SAUGEY, Sénateur, Président délégué du groupe d'amitié France-Thaïlande, Questeur du Sénat

Mardi 5 avril 2016

8h30-10h30 - Sénat (Salon Napoléon)

Accueil : 15 TER, rue Vaugirard, 75006 Paris



La Thaïlande a connu 18 coups d'État ou tentatives de coups d'État depuis l'établissement de la monarchie constitutionnelle en 1932. Après un ancrage progressif mais mouvementé des institutions et des pratiques démocratiques, le pays connaît depuis 2001 une nouvelle période d'instabilité politique.

En prenant le pouvoir par un énième coup d'État en mai 2014, la junte militaire avait promis de donner un nouvel élan à la Thaïlande et d'assurer la transition politique en favorisant le retour à un gouvernement civil via l'adoption d'un projet de nouvelle constitution. Cette transition est d'autant plus cruciale que la monarchie, autrefois symbole de l'unité nationale, connaît elle-même une crise de légitimité liée à l'imminence d'une succession controversée.

Alors que la Birmanie voisine connaît actuellement un processus de démocratisation fragile mais bien réel, la Thaïlande traverse quant à elle

une crise politique et institutionnelle. **Cette double crise pose deux grandes questions auxquels ce petit-déjeuner débat tentera de répondre :**

- Le projet de révision constitutionnelle favorisera-t-il une restauration du processus démocratique ou débouchera-t-il sur l'accroissement du rôle et du poids de l'armée sur les institutions et la vie politique thaïlandaise?
- Cette révision constitutionnelle garantit-elle un partage du pouvoir seul à même de favoriser un apaisement des tensions ou risque-t-elle au contraire de déboucher sur une aggravation des conflits entre partisans et détracteurs de l'actuel régime?

Discussion modérée par Michael Szames, Rédacteur en chef de Public Sénat

Remarques introductives

M. Jean-Claude REQUIER, Sénateur, Vice-président de la commission des affaires européennes, co-signataire du rapport sénatorial « reprendre pieds en Asie du Sud-Est »

M. Yves POZZO di BORGIO, Sénateur, Vice-président de la délégation des parlementaires français à l'OSCE, Vice Président de la commission des affaires européennes

M. André GATTOLIN, Sénateur, Vice-président de la commission des affaires européennes

M. David KHALFA, Président de RBF France

Intervenants

M. Frédéric GRARE, Directeur Asie du Centre d'Analyse, de Prévision et de Stratégie (CAPS) du Ministère des Affaires étrangères

Mme Eugénie MÉRIEAU, spécialiste de la Thaïlande, elle enseigne les sciences politiques à l'Université de Thammasat à Bangkok

M. Pavin CHACHAVALPONGPUN, ancien diplomate, chercheur au Centre d'études de l'ASEAN de l'Institut des études sur l'Asie du Sud-Est à Singapour et professeur associé au Center for Southeast Asian Studies de Kyoto